

Ouest-France

Normandie, mercredi, 3 décembre 2008, p. 7

### **Commune, département, région : qui fait quoi ?**

Vingt-deux présidents de Région planchent sur l'avenir de leurs collectivités, jeudi et vendredi à Caen. Leur président réplique aux propos de Nicolas Sarkozy.

Alain Rousset.

57 ans. Président PS du conseil régional d'Aquitaine, député de Gironde, il préside l'Association des Régions de France (ARF).

Comment réagissez-vous au « volontarisme territorial » de Nicolas Sarkozy ?

Je suis étonné que le président de la République s'en prenne au millefeuille territorial sans s'attaquer aux doublons des services de l'État. Un État présent partout malgré les lois de décentralisation de 1982 et 2004. Non, ce dont les Français ont besoin, c'est de savoir qui fait quoi. L'urgence est de parvenir à une organisation territoriale claire et lisible pour tous, où les compétences de chacun sont clairement définies. Que l'État et les collectivités territoriales cessent enfin de se marcher sur les pieds.

Y a-t-il des conflits entre départements et régions, comme le laisse entendre le président de la République ?

Aucun ! Nicolas Sarkozy se trompe de sujet. Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais de guerre entre départements et régions. Bien au contraire, il ne saurait être envisagé de supprimer l'un ou l'autre des échelons, ou de fusionner des assemblées d'élus au suffrage universel direct. Tous les pays d'Europe connaissent les trois niveaux que sont commune, département et Région. À l'évidence, deux couples s'imposent : communes et intercommunalités travaillent en lien avec les départements sur le social, la proximité ; les Régions avec l'État sur l'économie, l'innovation, la recherche...


Des propositions visent à élire conseillers généraux et régionaux en même temps. Qu'en pensez-vous ?

L'UMP a peur d'une nouvelle déculottée en 2010. Il faut brouiller les cartes. Les suggestions de Jean-François Coppé, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, visent à « cantonaliser » les conseils régionaux. Le scrutin serait alors territorial et non plus proportionnel comme aujourd'hui. Ce serait la mort des Régions, une absurdité alors que l'Union européenne joue à fond la carte régionale. Revenir à des logiques cantonales, c'est un retour en arrière de trente ans, avec ce qu'on appelait, à l'époque, l'Établissement public régional. Jeudi et vendredi, le congrès de Caen va se mobiliser contre cela. J'y vois aussi une volonté de recentraliser. Ce serait une autre erreur, alors que les collectivités territoriales ont pris la main en matière de formations, de transports...

Une des critiques récurrentes faites aux régions françaises - notamment en Normandie - concerne leur petite taille...

Faux. En Italie, en Espagne, vous avez de petites régions. Les grandes régions allemandes sont à l'heure du redécoupage. Plus les territoires sont grands, plus c'est complexe à gérer. Je le vis en Aquitaine, trois millions d'habitants. Le problème, ce n'est pas la taille, ce sont les moyens. Des moyens que l'État nous grignote sans cesse. Quant aux Normands, c'est à eux de décider ce qu'ils veulent.

Recueilli par Jean-Jacques LEROSIER

Avec l'aimable autorisation de  **ouest  
france**